

Le rapport des Français au monde du travail et de l'entreprise aujourd'hui

Etude *Harris Interactive* pour Humanité Dimanche

Enquête réalisée en ligne du 11 au 13 février 2013. Echantillon de 1577 individus représentatifs de la population française âgée de 18 ans et plus, à partir de l'access panel Harris Interactive. Méthode des quotas et redressement appliquée aux variables suivantes : sexe, âge, catégorie socioprofessionnelle et région de l'interviewé(e).

* * * * *

A la demande de *l'Humanité Dimanche*, Harris Interactive a réalisé **un sondage auprès des Français sur leur rapport au monde du travail et de l'entreprise aujourd'hui**. Cette enquête intervient alors que le gouvernement vient de transmettre aux partenaires sociaux l'avant-projet relatif à la sécurisation de l'emploi, issu de l'accord conclu il y a un mois sur la réforme du marché du travail. Dans le cadre de cette réforme, et dans un contexte socio-économique dégradé où les fermetures d'entreprises se multiplient et où le chômage progresse, cette enquête avait vocation à mettre au jour l'état d'esprit actuel des salariés par rapport à leur travail et à l'emploi : craignent-ils de perdre leur emploi ? Que seraient-ils prêts à accepter pour conserver ou retrouver un emploi ? Plus globalement, comment les Français perçoivent-ils les fermetures d'établissements : s'agit-il selon eux de nécessités économiques ou de solutions de « facilité » adoptées par des entreprises cherchant à accroître leur profit ? Enfin, dans ces conditions, à qui font-ils confiance pour sécuriser leur avenir professionnel ?

Que retenir de cette enquête ?

- Aujourd'hui, **86% des salariés estiment qu'ils vont certainement (53%) ou probablement (33%) conserver leur emploi au cours des prochaines années**. A l'inverse, 14% indiquent qu'ils risquent selon eux de perdre leur emploi (dont 6% certainement), cette proportion montant à 18% parmi les catégories populaires, soit le double du chiffre observé chez les catégories supérieures. Notons également qu'elle atteint 42% parmi les personnes ayant un CDD ou un contrat autre qu'un CDI.

- Si l'hypothèse d'une perte d'emploi est jugée, au global, relativement peu probable elle n'en demeure pas moins anxiogène : ainsi, **seuls 31% des salariés considèrent qu'il leur serait alors aisé de retrouver un emploi quand 69% pensent qu'ils éprouveraient des difficultés**. Là encore, on constate que les catégories populaires sont plus pessimistes que les catégories supérieures (77% se projetant dans une situation difficile contre 60%). Ajoutons qu'aujourd'hui, 51% des salariés et chômeurs ont l'impression que leur vie professionnelle dépend avant tout d'eux, quand **48% se sentent soumis à la conjoncture économique, sans marges de manœuvre possibles sur leur carrière**. Ainsi, nombre de Français ont le sentiment de ne pas contrôler leur vie professionnelle, ce sentiment étant plus prégnant parmi les seniors, les chômeurs et catégories populaires, les précaires, les peu ou pas diplômés, les salariés du privé et les personnes travaillant dans l'industrie et la construction.
- En dépit de ces projections parfois difficiles, **les salariés associent aujourd'hui davantage à leur travail les termes « motivation » (71%) et « fierté » (68%) que ceux de « stress » (59%), « d'insatisfaction » (43%) ou « d'angoisse » (34%)**, même si ces dimensions ne sont pas absentes, particulièrement auprès des salariés les plus fragilisés. Notons également que 49% accolent le terme « reconnaissance » à leur travail, contre **50% qui estiment ne pas être reconnus dans le cadre de leur travail**.
- Dans ce contexte, et « à froid », **les salariés et chômeurs apparaissent majoritairement prêts à nombre « d'efforts » pour conserver ou retrouver un emploi**. Ainsi, plus de neuf sur dix seraient prêts pour cela à **suivre une formation**, près de huit sur dix à **changer de métier ou de secteur d'activité**, autant à **changer d'horaires de travail** et près des trois-quarts à **avoir moins de jours de congés**. Le fait de **travailler à temps partiel** ou la perspective de **changer de région** ne sont envisageables que pour environ un salarié ou chômeur sur deux. Notons que **la baisse de salaire, l'acceptation d'un contrat précaire ou l'expatriation ne sont pas aujourd'hui des solutions majoritairement concevables** par les personnes interrogées.
- Prêts à consentir à des efforts et entretenant un rapport assez volontaire au travail, **les salariés, et de manière plus générale les Français, portent un regard critique sur l'attitude des entreprises dans la situation économique actuelle** : en effet, 62% des Français et 64% des salariés dénoncent le fait que les entreprises qui licencient aujourd'hui dans notre pays le font parce qu'elles souhaitent augmenter leurs bénéfices alors qu'elles pourraient continuer à exister avec les salariés présents dans l'entreprise, et

autant leur reprochent de ne pas explorer toutes les solutions de réduction des coûts possibles avant de procéder à des licenciements.

- Par conséquent, les salariés et chômeurs indiquent très majoritairement **ne faire confiance à aucun des acteurs pour sécuriser leur situation professionnelle dans les prochaines années**. En termes de hiérarchie, les entreprises recueillent la confiance de 36% des Français devant les **pouvoirs publics, les partis politiques ou les partenaires sociaux – syndicats de salariés et patronaux - pour leur apporter cette forme de sécurité**. En cela, en l'état actuel de la connaissance et de l'appropriation de son contenu, l'accord sur la sécurisation du travail ne semble pas avoir été de nature à rassurer les salariés français.

Dans le détail :

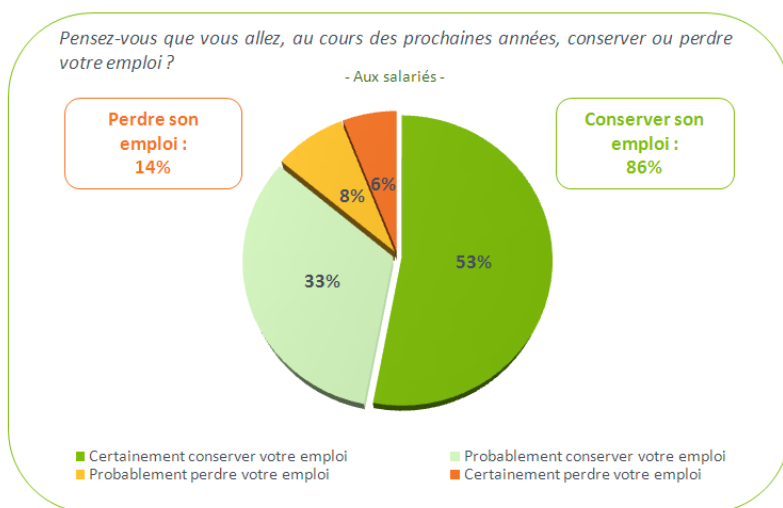
Plus d'un salarié sur dix pense perdre son emploi au cours des prochaines années et une majorité estime que, dans cette situation, ils auraient des difficultés à retrouver un emploi

86% des salariés pensent qu'ils vont conserver leur emploi au cours des prochaines années, mais seulement un peu plus d'un sur deux (53%) en est persuadé, un tiers estimant plutôt cette perspective probable. A l'inverse, 14% déclarent penser qu'ils vont probablement (8%) ou certainement (6%) perdre leur travail. Ainsi, si les salariés demeurent majoritairement optimistes, notons que la certitude de garder son emploi n'existe que chez un salarié français sur deux.

Dans le détail, on observe que **cette perspective de perdre son emploi est davantage jugée probable par les membres des catégories populaires que par les membres des catégories supérieures** (18% contre 9%) et concerne même plus d'un ouvrier sur quatre aujourd'hui en France (27%). Elle est également plus fréquente

parmi les salariés du privé que les salariés du public (17% contre 9%) et parmi les personnes disposant aujourd'hui d'un CDD ou d'un autre contrat précaire que parmi les bénéficiaires d'un CDI (42% contre 8%). En termes de secteur, les salariés du secteur tertiaire se projettent plutôt dans un avenir professionnel assuré (87%), tandis que 21% des salariés des secteurs de l'industrie, de l'énergie et de la construction pensent perdre leur emploi au cours des prochaines années. Les salariés des petites entreprises (moins de 10 salariés) se sentent également particulièrement fragilisés, 29% anticipant une perte d'emploi.

Si cette hypothèse de ne plus conserver son emploi apparaît relativement peu probable pour 86% des salariés, elle constitue une éventualité inquiétante aux yeux d'une nette majorité de salariés : en effet, **69% estiment qu'il leur serait assez (40%), voire très (29%), difficile de retrouver un emploi s'ils venaient à se retrouver au chômage.** Seuls 31% considèrent que cela serait facile pour eux, dont 5% très facile. Les plus confiants dans leur capacité à retrouver un travail sont les jeunes salariés (44% chez les salariés de 25 à 34 ans), les cadres (47%), les plus diplômés (45%) et les plus riches (50%), ainsi que les sympathisants de Droite (39%) et ceux qui estiment



cette hypothèse peu probable. A l'inverse, plus on se sent vulnérable dans son emploi actuel, plus on anticipe des difficultés à retrouver un emploi : ainsi 91% de ceux qui pensent qu'ils pourraient bientôt perdre leur travail considèrent qu'il serait difficile pour eux de retourner rapidement sur le marché du travail. Ce sentiment est également plus répandu parmi les salariés seniors (81% des salariés de plus de 50 ans), les catégories populaires

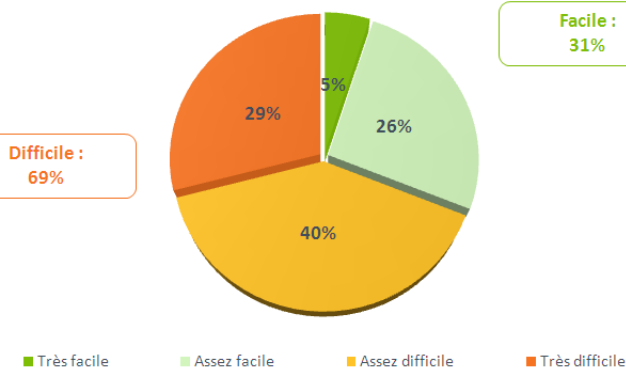
(77%), les précaires (80%), les salariés du secteur industriel (75%), les salariés des petites entreprises (80%), les peu ou pas diplômés (83% de ceux qui ont un niveau bac), et les personnes qui vivent seules (74%) ou en HLM (76%).

On voit donc se dessiner deux catégories de salariés, même si cette dichotomie cache en réalité des situations plus variées : une

première catégorie qui se sent « relativement » protégée et qui craint modérément la perte d'emploi, estimant avoir les moyens de s'en sortir et, à l'inverse, une autre catégorie davantage inquiète et envisageant le chômage comme une perspective face à laquelle elle serait démunie. On retrouve cette dualité dans la question qui vise à savoir si les salariés et chômeurs ont le sentiment de maîtriser leur vie professionnelle : **51% indiquent que leur vie professionnelle et leur carrière dépendent avant tout d'eux quand 48% ont le sentiment contraire, estimant qu'elles dépendent avant tout de la conjoncture économique** et qu'ils ne peuvent pas agir sur elles. Parmi les premiers, on retrouve davantage d'hommes, de jeunes, de catégories supérieures, de personnes en CDI, de salariés du public, de salariés des services, de salariés de très grandes entreprises, de diplômés, de personnes financièrement aisées et de sympathisants de Droite. Tandis qu'au sein des seconds, on observe davantage de femmes, de seniors, de catégories populaires et chômeurs, de précaires, de salariés du privé, de salariés de l'industrie, de salariés de petites entreprises, de peu ou pas diplômés, de personnes pauvres et de sympathisants de Gauche.

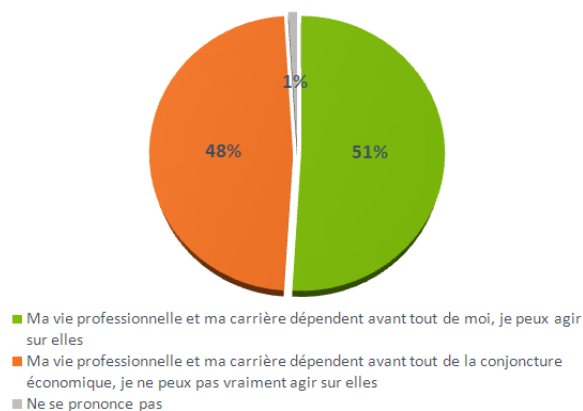
Si vous perdiez votre emploi, pensez-vous qu'il vous serait très facile, assez facile, assez difficile ou très difficile de retrouver du travail ?

- Aux salariés -



De laquelle des opinions suivantes vous sentez-vous le plus proche ?

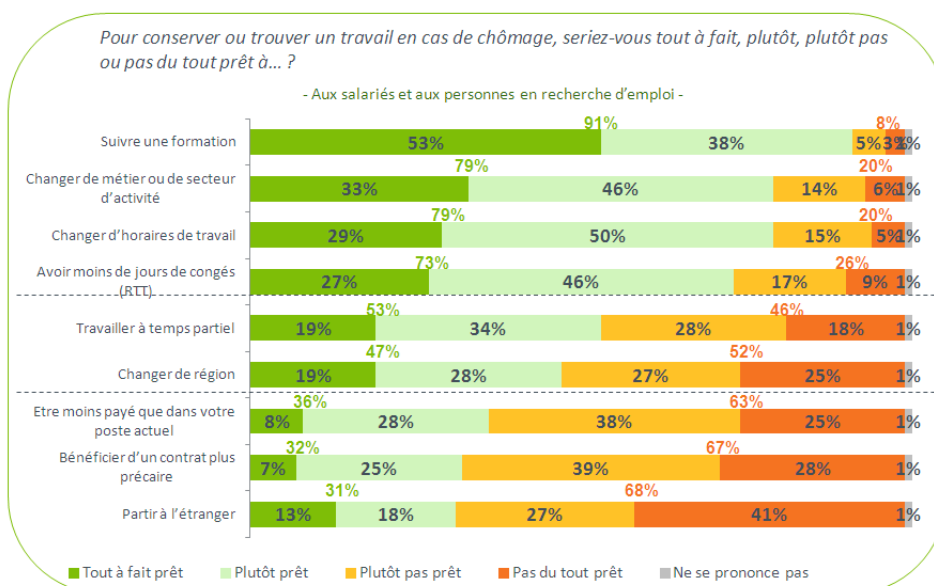
- Aux salariés et aux personnes en recherche d'emploi -



Des salariés affirmant être prêts à consentir à de nombreux « efforts » pour trouver ou conserver un emploi, mais refusant une baisse de salaire ou la précarisation des contrats

Plus des deux-tiers des salariés estiment donc qu'il leur serait difficile de retrouver un travail en cas de chômage. Amenés à se projeter dans cette situation ou la vivant actuellement, les salariés et chômeurs se déclarent donc prêts à fournir de nombreux efforts, et en premier lieu à suivre une formation. En effet, **91% mentionnent être prêts à suivre une formation**, dont 53% tout à fait, contre seulement 8% qui s'opposent à cette solution. **79% d'entre eux indiquent même être prêts à changer de métier ou de secteur d'activité pour trouver un emploi**, dont un tiers tout à fait prêt à accepter cette perspective. **Autant accepteraient de changer d'horaires de travail** (79%, dont 29% tout à fait) **et presque autant pourraient envisager d'avoir moins de jours de congés** (73%, dont 27% tout à fait).

Si les salariés devaient majoritairement consentir à ces efforts, ils ne semblent pas pour autant prêts à « tout » accepter pour continuer à exercer un emploi. Ainsi, **un sur deux indique qu'il serait prêt à travailler à temps partiel** (53%, dont 19% tout à fait) **ou à changer de région pour retrouver un travail** (47%, dont 19% tout à fait). Et **seule une minorité peut envisager de baisser sa rémunération** (36%, dont 8% tout à fait), **d'accepter un contrat plus précaire** (32%, dont 7% tout à fait) **ou de partir à l'étranger** (31%, dont 13% tout à fait). Les salariés et chômeurs semblent donc prêts à se former, à évoluer professionnellement pour maintenir leur « employabilité » mais refusent ce qui pourrait apparaître comme une remise en cause du modèle français de salariat fondé sur le CDI et comme une fragilisation excessive des salariés.



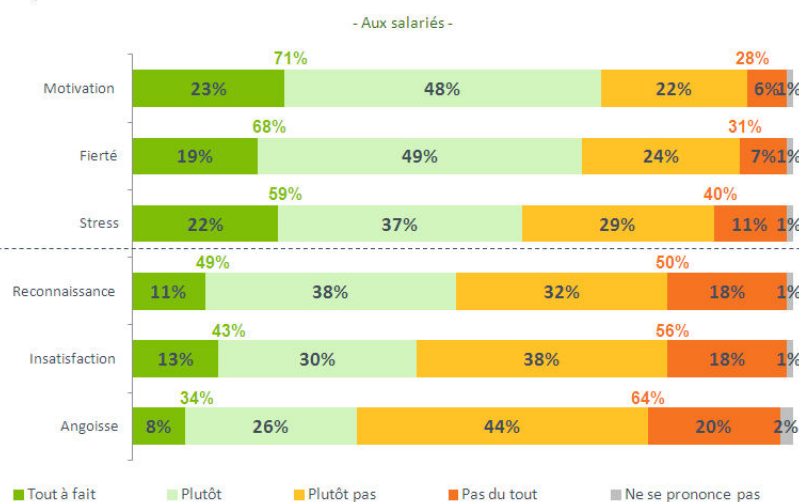
Dans le détail, on constate que **certaines concessions sont plus faciles à envisager pour certains que pour d'autres** : ainsi, les hommes sont davantage prêts à être mobiles (52% à changer de région et 37% à quitter la France) tandis que les femmes indiquent davantage être prêtes à accepter un temps partiel (60% contre 43% des hommes). Les jeunes salariés se révèlent également plus mobiles dans la perspective de trouver ou

conserver un emploi, tandis que les salariés de 35 à 49 ans affirment être surtout prêts à se former ou à changer de métier. Quant aux salariés seniors, ils apparaissent systématiquement moins prêts à consentir à tous ces « efforts ». Les membres des catégories supérieures font également de la mobilité un atout envisageable pour rester sur le marché du travail, tandis que les catégories populaires conçoivent davantage le changement de secteur d'activité ou de métier, les employés considérant plus que la moyenne le temps partiel et les ouvriers, le changement d'horaires. Notons que plus d'un chômeur sur deux se dit aujourd'hui prêt à accepter un emploi moins bien rémunéré que son précédent emploi (52%) et près d'un sur deux à signer un contrat précaire (46%). De manière générale, les salariés du privé apparaissent un peu plus prêts à ces actions que les salariés du public, tout comme les sympathisants de Droite par rapport aux sympathisants de Gauche, et particulièrement du Front de Gauche. Observons que sur ces dimensions, les salariés se déclarant proches du Front National se montrent également assez réticents à accepter ces « concessions » pour conserver ou retrouver un travail. Enfin, relevons que ce n'est pas nécessairement parce que l'on craint de perdre son emploi que l'on se dit prêt à tout pour le conserver ou en trouver un autre.

Un rapport au travail où la motivation domine sur l'insatisfaction et l'angoisse

Les salariés entretiennent donc un rapport plutôt volontariste à leur emploi, actuel et futur. Ils associent d'ailleurs davantage à leur travail les termes de « motivation » (71%, dont 23% tout à fait) ou de « fierté » (68%, dont 19% tout à fait) que les mots « stress » (59%, dont 22% tout à fait), « insatisfaction » (43%, dont 13%) ou « angoisse » (34%, dont 8%). Si ces dimensions négatives ne sont pas absentes, **les salariés apparaissent donc avant tout motivés et fiers de leur travail et ce en dépit d'un déficit de reconnaissance pointé du doigt par un salarié sur deux.**

Voici différents mots. Pour chacun d'eux, indiquez si vous l'associez tout à fait, plutôt, plutôt pas ou pas du tout à votre travail ?



Notons que c'est chez les professions intermédiaires qu'on note le plus ce sentiment, seuls 43% associant le terme « reconnaissance » à leur travail contre 61% des cadres. Relevons également que le CDI ne prémunit pas contre le stress, 60% des salariés

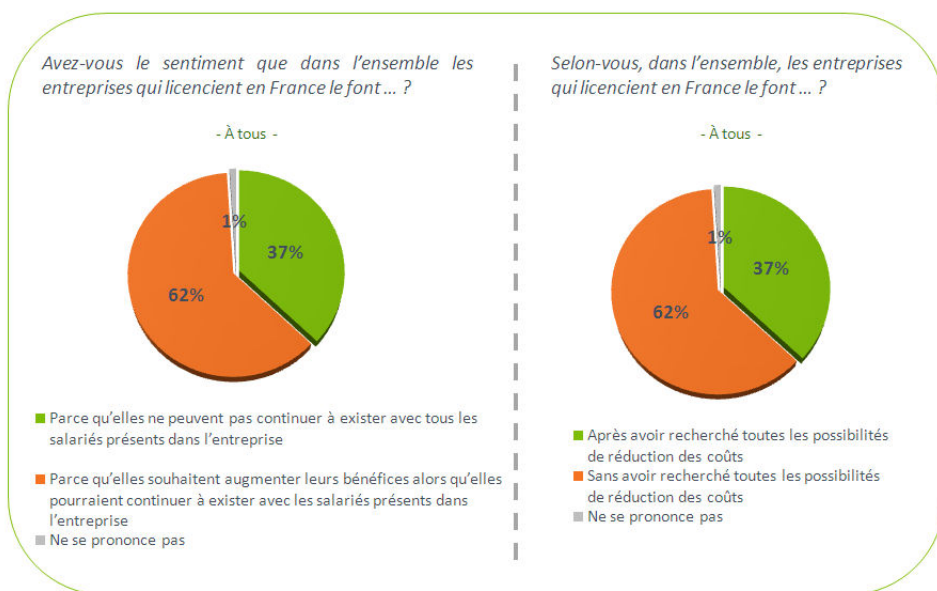
bénéficiant d'un tel contrat se sentant stressés, tout comme 66% des salariés des plus grandes entreprises, dont on se rappelle pourtant qu'ils étaient peu nombreux à craindre de perdre leur emploi. Quant aux membres des catégories populaires et ceux qui anticipent de perdre prochainement leur emploi, ils se définissent comme plus insatisfaits et angoissés, la motivation étant surtout l'apanage des plus jeunes, des cadres et des plus diplômés.

Des entreprises critiquées pour des licenciements visant avant tout selon les Français à faire croître leurs bénéfices

On le voit, les Français conservent un rapport au travail et une attitude qui apparaissent assez volontaires. En revanche, les entreprises sont assez largement critiquées sur leur attitude supposée en ces temps de crise. En effet, **62% des Français ont le sentiment que les entreprises qui licencient aujourd'hui en France le font parce qu'elles souhaitent augmenter leurs bénéfices alors qu'elles pourraient continuer à exister avec les salariés présents dans l'entreprise**, quand seulement 37% pensent qu'elles le font parce qu'elles n'ont vraiment pas le choix. Les plus critiques sont les femmes (64%), les personnes de 35 à 49 ans (67%), les catégories populaires (69%), les peu ou pas diplômés (69% contre 51% des plus diplômés) ainsi que les sympathisants de Gauche et d'Extrême-Gauche (79%; et même 86% parmi les électeurs de Jean-Luc Mélenchon lors du 1^{er} tour de l'élection présidentielle de 2012).

De même, **62% considèrent qu'elles licencient sans avoir recherché toutes les possibilités de réduction des coûts en amont** contre 37% qui pensent

qu'elles cherchent avant toutes les autres solutions possibles. Là encore, les critiques sont surtout émises par les femmes (65%), les personnes de 35 à 49 ans (70%), les catégories populaires (71%), les salariés du public (70%), les peu ou pas diplômés (69%) ainsi que les sympathisants de Gauche et d'Extrême-Gauche (76%; et même 82% parmi les électeurs de Jean-Luc Mélenchon lors du 1^{er} tour de l'élection présidentielle de 2012). Les sympathisants de Droite considèrent quant à eux majoritairement que les entreprises licencient parce qu'elles



ne peuvent exister avec les salariés présents dans l'entreprises (68%) et après avoir recherché toutes les possibilités de réduction des coûts (63%).

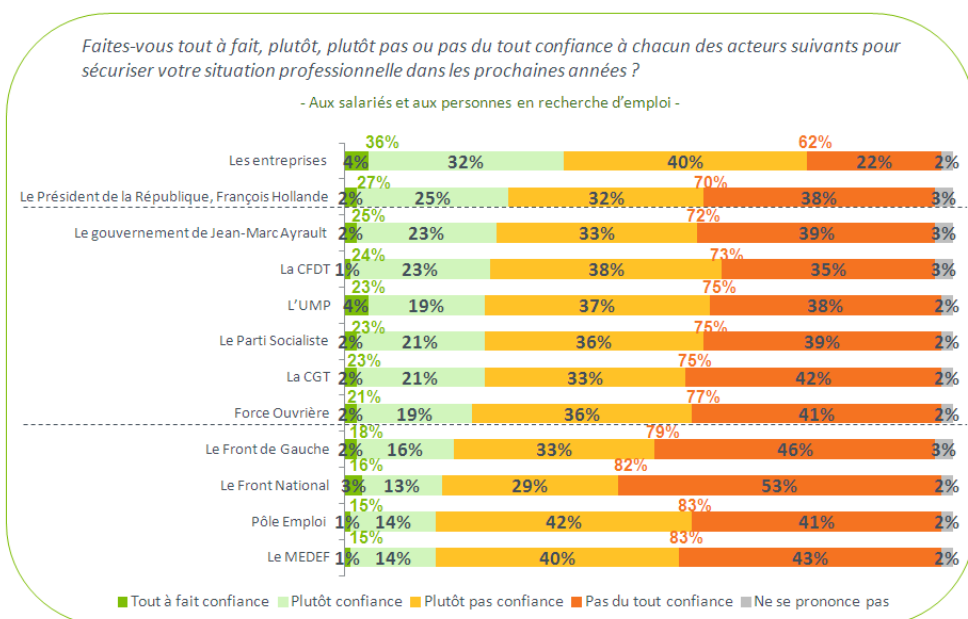
Une faible confiance dans les acteurs institutionnels pour sécuriser les parcours professionnels

Dans ce contexte et en dépit de l'avant projet de loi sur la « sécurisation de l'emploi », les salariés et chômeurs accordent peu leur confiance aux différents acteurs et partenaires sociaux. Ainsi, **seuls 36% indiquent faire confiance pour cela aux entreprises**. Sur ce point, on retrouve une dichotomie forte entre les sympathisants de Gauche qui font preuve d'une défiance assez généralisée et les sympathisants de Droite qui déclarent leur faire confiance à hauteur de 61%. Notons également que les entreprises bénéficient un peu plus de la confiance des jeunes salariés (47%), des cadres (48%), des salariés du privé (41%) et des salariés des petites entreprises (44%).

A l'inverse, **les sympathisants de Gauche prêtent davantage leur confiance au Président de la République et au gouvernement de Jean-Marc Ayraut pour sécuriser**

leur situation professionnelle que les sympathisants de Droite (respectivement 64% et 58% à Gauche contre 5% et 4% à Droite), ce qui place néanmoins les acteurs étatiques derrière les entreprises, avec **en moyenne 27% et 25% de confiance**. Ces chiffres apparaissent même en deçà des niveaux de confiance global exprimé à l'égard des deux acteurs, toutes les catégories de population exprimant majoritairement leur défiance à l'encontre des pouvoirs publics sur cette question.

Les partis politiques n'apparaissent guère davantage comme porteurs de solutions, seuls 23% mentionnant faire confiance sur ces questions à l'UMP, 23% au Parti Socialiste, 18% au Front de Gauche et 16% au Front



Quant aux partenaires sociaux, ils ne semblent pas bénéficier des retombées de la signature de l'accord sur la réforme du marché du travail. En effet, seuls 24% des salariés et chômeurs déclarent faire confiance pour sécuriser leur vie professionnelle à la CFDT, 23% à la CGT, 21% à Forte Ouvrière et 15% au MEDEF. Alors même qu'il s'agissait de l'objectif affiché de la discussion entre patronat et syndicat de salariés, ces chiffres tendent à montrer que les salariés français estiment que l'objectif est loin d'être atteint. Certes, la confiance envers les syndicats de salariés est plus forte à Gauche, mais restent minoritaires. Au même niveau, on note **la faible confiance accordée à Pôle Emploi** (15%, dont 22% à Gauche contre 11% à Droite).

Merci de noter que toute diffusion de ces résultats doit être accompagnée d'éléments techniques tels que : la méthode d'enquête, les dates de réalisation, le nom de l'institut – Harris Interactive-, la taille de l'échantillon.

Harris Interactive est un institut de référence sur le marché des études (6^{ème} rang mondial des sociétés d'étude ad hoc). La structure française, fondée en 1995 par Nathalie PERRIO-COMBEAUX et Patrick VAN BLOEME sous le nom de Novatris, a rejoint le groupe en mars 2004.

Contact Harris Interactive en France:

Laurence Lavernhe – 39 Rue Crozatier– 75012 Paris - Tel: 01 44 87 60 94 – 01 44 87 60 30 – llavernhe@harrisinteractive.fr
Jean-Daniel Lévy – Directeur du Département Politique – Opinion - 01 44 87 60 30 – jdlevy@harrisinteractive.fr